

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
24 décembre 1976

No 592

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Espagne

L'arrestation de Santiago Carrillo Une mascarade

Santiago Carrillo, Secrétaire général du parti révisionniste espagnol, a été arrêté mercredi soir à Madrid.

6 autres dirigeants du PCE et le secrétaire du parti révisionniste catalan ont été interpellés en même temps que lui.

Le PCE fait grand bruit sur cette affaire qu'il dénonce comme «une violation effrontée des droits humains». Les partis révisionnistes européens, de Marchais à Berlinguer, volent à son secours en réclamant la légalisation du PCE «sans lequel un véritable retour à la démocratie n'est pas possible en Espagne».

Mais les uns comme les autres auront du mal à présenter Carrillo comme un militant révolutionnaire férocement pourchassé dans son pays. Il vit en effet en Espagne depuis février dernier.

Sa famille est ostensiblement venue le rejoindre à Ibañeta. Et la police était parfaitement au courant de ses activités et de ses déplacements (sans pièce d'identité officielle il a quand même pu se rendre 3 fois à l'étranger durant cette période).

La semaine dernière, Carrillo se permettait de tenir une conférence de presse, en plein cœur de Madrid, à 200 mètres du musée du Prado, devant une cinquantaine de journalistes et photographes espagnols et étrangers.

Cette arrestation d'opérette — Carrillo ne risque guère de se retrouver à Carabanchel, la Sûreté de Madrid ayant affirmé aux journalistes accourus qu'il serait «très bien traité» — vise deux buts. Le PCE entend en faire une grosse affaire pour imposer sa légalisation aux monopoles espagnols qui renâclent encore un peu, et participer ensuite activement au jeu électoral en Espagne.

Juan Carlos, de son côté, veut faire preuve à peu de frais, d'autorité pour affermir sa position... tout en ménageant une perspective de négociations avec le PCE.

Celui-ci appelle les travailleurs à se mobiliser pour imposer la libération de Carrillo, un appel qu'il n'a

jamais trouvé opportun de lancer quand des ouvriers tombaient sous les balles de la garde civile. Ce sera pour les faire taire bien vite, son opération politique terminée.

Avec les monopoles espagnols, les révisionnistes du PCE ont certaines contradictions. Elles se situent dans le camp de la bourgeoisie. Mais ils partagent tous un même sentiment : la haine et la peur du peuple.

Plus de 5 000 personnes ont manifesté mardi dans les rues de Metz pour protester contre les quelques 10 000 suppressions d'emploi d'ores et déjà annoncées dans la sidérurgie.

Les syndicats appelaient

à 24 heures de grève et à une manifestation à leur sauce : les travailleurs ont dû suivre pendant deux heures les «zélus» de gauche mosellans, munis de leur écharpe tricolore, dans le centre de la ville pour finir

devant le siège de l'Assimilor (association de la sidérurgie et des mines de Lorraine), écouter quelques discours et à assister à la remise par une délégation CGT-CFDT d'une motion demandant la nationalisation de la sidérurgie !

Voilà qui ne risque pas de faire reculer le plan de restructuration ! Il n'est pas sûr non plus que cela fasse avancer les plans électoraux de la «gauche» car les sidérurgistes et les mineurs sont toujours plus nombreux à rejeter ce genre de mascarade.

Ce qu'ils veulent : ce sont des actions efficaces, dans l'unité, tous ensemble et en même temps, comme en 67.

Les dirigeants de la CGT le sentent bien et, pour changer un peu de langage, ils sont allés jusqu'à dire,

par la bouche du Secrétaire général Valli :

«Les travailleurs pourraient-ils aller jusqu'à l'occupation s'il en était besoin» (A combien de milliers de licenciements cela deviendra-t-il un besoin !).

Pendant que Vicini, autre porte CGT précisait à Hayange le 21 décembre :

«La CGT refuse de faire les frais de la crise (les travailleurs seront certainement très touchés d'apprendre que c'est la CGT qui fait les frais de la crise NDLR) et affirme que tout n'a pas été fait pour obtenir des marchés intérieurs (voilà un point de vue à 100 % capitaliste : les patrons de la CGT sont prêts à se faire les commis-voyageurs des entreprises françaises, comme de vulgaires ministres de Giscard ! (NDLR). (NDLR) veut dire note de la rédaction.

(suite p.3)

Lorraine

Après Giscard et ses gros sabots

LES SIRENES REVISIONNISTES

12 000 PERSONNES MEURENT DE FAIM Chaque jour dans le monde

A l'heure où le «groupe des 77» pays non alignés impose une suspension de l'Assemblée générale de l'ONU pour organiser une Conférence extraordinaire destinée à examiner les résultats de la Conférence «Nord-Sud», un certain nombre de révélations viennent appuyer le bien fondé de cette revendication. Car l'appellation «Nord-Sud» n'est qu'un voile pudique destiné à camoufler le véritable clivage de cette conférence qui regroupe pays riches et pays pauvres, pays oppresseurs et pays opprimés.

C'est ainsi qu'on apprend que 12 000 personnes, dans le monde, meurent de faim chaque jour, 10 millions d'enfants sont en ce moment même au seuil de la mort, 400 millions de personnes au bord de l' inanition. Au total c'est près d'un milliard d'hommes, de femmes, d'enfants, soit le quart de l'humanité qui souffrent de la famine et de la malnutrition. Et, loin de s'améliorer, cet état de choses va en s'aggravant.

La responsabilité en incombe à un ordre économique international foncièrement injuste, basé sur le pillage des faibles par les forts, des pauvres par les riches, fondé sur l'impérialisme.

Cet ordre inique a aujourd'hui pour plus farouches défenseurs les deux supergrands, URSS et USA, qui en tirent le maximum de profits et utilisent leur puissance pour le maintenir.

Que ce soit l'impérialisme américain qui utilise sa production céréalière pour un chantage politique sur les pays pauvres, ou l'URSS dont les chalutiers usines viennent décimer les bancs de poissons jusque dans les



eaux côtières des pays du tiers monde, tous deux, de l'étain bolivien au cuivre cubain, pillent et volent sans vergogne les matières premières qui sont la richesse de ces pays.

Mais cette situation scandaleuse a fait son temps. A l'exemple des pays de l'OPEP, les pays et les peuples du tiers monde sont

engagés dans un gigantesque combat pour changer l'ordre ancien, imposer leur droit à la vie, et à l'utilisation de leurs ressources selon leurs propres besoins. Et ce faisant ils connaissent chaque jour un peu mieux le vrai visage de leurs ennemis et tissent entre eux des liens de plus en plus étroits pour les abattre.

Sommaire

L'Afrique aux africains. p. 2

MIL : une situation politique clarifiée p. 3

Les travailleurs du nucléaire en lutte défendent aussi les intérêts de la population p. 4

St-Nazaire : une grève trahie p. 5

Spécial jouets : un catalogue édifiant p. 7

Règlement des conflits frontaliers et développement de la coopération économique

L'Afrique aux africains

Le rapport de force existant entre les anciennes métropoles coloniales les a conduit à dépecer le continent africain en tranches inégales. Les frontières coloniales, tracées au cordeau, se souciaient comme d'une guigne de l'unité des nations et des peuples, des tribus, des ethnies, étaient brutalement séparées, partagées entre les empires britanniques, allemands, français, portugais.

Les pays africains nouvellement indépendants héritaient de nombreuses pommes de discordes, susceptibles de dégénérer en conflits armés, à la plus grande joie de l'impérialisme, particulièrement des deux superpuissances avides d'attiser et d'utiliser toutes les divisions de Tiers Monde à leur profit.

Mais trempés dans la lutte commune, les peuples africains sont vigilants et conscients du danger. Sagement la charte de l'OUA adoptait le principe de la reconnaissance réciproque des frontières héritées du colonialisme et préconisait le recours à la négociation pour définir les rectifications de frontières nécessaires.

DES BRULOTS EN COURS D'EXTINCTION

Depuis, à de nombreuses reprises, des difficultés sont apparues entre pays africains, portant sur des questions de frontières ou des revendications territoriales ; Si certaines ont dégénéré jusqu'à des combats armés entre deux pays voisins, la maturité des peuples africains, l'aide de l'OUA, ont permis de stopper très vite ces combats fratricides et de régler des problèmes par la discussion et la négociation.

Le bilan de l'année 76 est à cet égard éclairant sur la volonté d'unité et de solidarité du Tiers Monde.

Le Sénégal et la Gambie d'une part, le Ghana et le Togo de l'autre, ont signé un traité sur la délimitation de leurs frontières. L'Éthiopie et le Kenya ont décidé d'exploiter en commun leurs régions limitrophes et de renforcer leurs relations de bon voisinage. Le Togo et le Bénin ont ouvert leurs frontières et créé une commission chargée de les délimiter.

Des ministres du Mali et de la Haute-Volta, deux

pays qui avaient, il y a deux ans, commencé une guerre entre eux, ont échangé des visites pour résoudre leur conflit frontalier, source de malentendus, en août dernier, le Kenya et l'Ouganda qui avaient également eu recours aux armes il y a deux ans, ont abouti à un accord sur la normalisation de leurs relations bilatérales.

Tous ces traités décident

plus fermement le principe : « Les problèmes africains doivent être réglés par les Africains ».

Nombre d'entre eux sont intervenus en médiateurs dans les conflits qui déchiraient leurs voisins. Par exemple, lors du conflit qui a opposé le Togo au Bénin, les dirigeants du Nigéria, du Ghana et de la Guinée ont réussi à les réconcilier. Le

gent ainsi une cinquantaine de postes aux pressions et tentatives d'ingérence émanant de l'URSS comme des USA, car ils sont parfaitement conscients que leur désunion ne profite qu'à leurs ennemis. Ce règlement de tous ces conflits frontaliers s'accompagne d'un renforcement de la coopération économique bilatérale et multilatérale : construction de



Une session de l'OUA : négociations et discussion remplacent les guerres fratricides.

de mettre un terme à la menace mutuelle, au recours à la force et à l'état de guerre qui existait entre ces pays et de retirer les troupes qui stationnaient en permanence dans les régions limitrophes.

L'URSS DIVISER POUR RÉGNER

Tous ces conflits frontaliers et contradictions entre pays africains sont des séquelles du colonialisme ancienne manière, de son oppression et de son pillage.

Mais aujourd'hui le colonialisme et l'impérialisme n'ont pas renoncé à appliquer le vieux principe « diviser pour régner ».

Ces dernières années, l'URSS a intensifié son infiltration et son expansion en Afrique, dans le cadre de sa stratégie visant à disputer à l'impérialisme US la domination du monde. Sa tactique habituelle, largement utilisée en Angola, consiste à souffler sur les braises, à verser de l'huile sur les foyers de conflits, en fournissant armes et munitions à l'un des belligérants ou même — il n'y a pas de petits profits ! — aux deux à la fois.

Mais les pays et les peuples du continent africain si cruellement opprimés par le colonialisme, ont une vieille expérience de ces procédés. Ils appliquent de plus en

Togo est intervenu à son tour pour aider le Mali et la Haute-Volta à régler leur problème.

Les pays et les peuples africains assument ainsi avec détermination la tâche historique qui leur incombe d'en finir avec les différends hérités du passé et de resserrer leurs rangs pour combattre l'hégémonie. Ils infligent

barrages hydro-électriques, harmonisation des systèmes de pêche, sédentarisation des nomades, échanges médicaux, commerce et transports, etc.

Le continent africain démontre ainsi chaque jour qu'il est à même de régler ses propres affaires en s'opposant à l'ingérence des superpuissances.

Réduction des forces en Europe Centrale

IMPASSE A VIENNE

Les pourparlers sur la réduction des forces en Europe centrale auxquels ont participé 19 pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie n'ont enregistré aucun progrès malgré dix séances d'après-marchandages.

La 10^e séance — qui a comporté 11 réunions — commencée le 30 septembre 1976 vient d'être ajournée sans aucun résultat acquis.

Ces pourparlers ont connu au total 123 sessions depuis leur ouverture, le 30 octobre 1973. Tout leur déroulement montre qu'ils sont truqués de bout en bout comme l'était la fameuse conférence d'Helsinki. Aucune réduction réelle des forces militaires en Europe n'est à en attendre. Les deux su-

per-grands travaillent pendant ce temps activement à maintenir et accroître leur suprématie et à affaiblir la puissance de l'autre. Ils ont dû admettre tous deux publiquement l'évidence, à savoir que « à l'issue de trois années de négociations les effectifs des troupes en Europe centrale se sont trouvés accrus au lieu de réduits ».

Commentant cette situation, le journal autrichien « Die Presse » écrit sans illusions : « L'exigence de l'Ouest pour le retrait des troupes soviétiques de l'Europe centrale devient de plus en plus illusoire car, même dans l'hypothèse d'un retrait, les troupes pourraient regagner leurs positions armées jusqu'aux dents, en quelques heures. »

Moyen-Orient

L'OLP réaffirme son opposition à la résolution 242

Avec la création d'un commandement politique unifié entre l'Égypte et la Syrie, la crise ouverte en Israël et l'annonce d'un voyage fin janvier du Secrétaire général de l'ONU dans les principales capitales arabes, la situation politique au Moyen-Orient demeure au centre de l'actualité internationale.

Annonçant la création du Commandement unifié syro-égyptien, le responsable de la diplomatie égyptienne, Ismaël Fahmi, a déclaré mardi soir que cette décision « constituait un tournant historique dans le monde arabe et un jalon important sur la voie de l'union ».

Aussi bien en URSS qu'aux USA et qu'en Israël même, qui bénéficie de leur double soutien, de grandes manœuvres sont donc en place pour faire pression sur les Palestiniens et les appeler à s'asseoir à Genève à la table d'une conférence destinée à briser leur détermination à lutter pour libérer leur patrie.

Dans une interview publiée mercredi au Maroc, Nabil Ramlaoui, chef de la division des organisations internationales du département politique de l'OLP a clairement précisé que « cette conférence ne concerne ni de près ni de loin la Révolution palestinienne... La Révolution palestinienne n'a pas de temps à perdre pour aller à Genève assister à un film stérile ayant pour titre « l'affaire du Moyen-Orient à la lumière de la Résolution 242 du Conseil de sécurité ».

Il a souligné qu'aucun règlement ne pouvait avoir lieu du problème du Moyen-Orient sans la participation de l'OLP comme partie essentielle et concernée.

Afrique du Sud

Les racistes aux abois

Neuf étudiants patriotes africains ont été condamnés mardi par un tribunal sud-africain à un total de 51 ans d'emprisonnement. Ce procès, commencé il y a deux ans, aura été l'un des plus longs procès politiques d'Afrique du Sud.

Ils ont été déclarés coupables d'avoir voulu commettre des actes pour « engendrer une hostilité raciale entre les noirs et les blancs d'Afrique du Sud et d'avoir voulu créer un pouvoir noir en Afrique du Sud ».

Ils avaient été arrêtés fin 1974 au cours d'une manifestation de protestation contre les menaces de la police sud-africaine contre le Front de Libération du Mozambique (Frelimo). Depuis le début de cette année, c'est le 21^e procès politique qui a lieu à Prétoria.

De son côté, le ministre des Affaires Étrangères du Lesotho a saisi le Conseil de sécurité de l'ONU d'une plainte contre l'Afrique du Sud.

Le Lesotho est un petit État totalement enclavé à l'intérieur du territoire de l'Afrique du Sud. Le ministre des Affaires Étrangères dénonce le régime raciste de Vorster qui retient en otages 250000 de ses compatriotes pour contraindre son gouvernement à reconnaître l'État fantoche du Transkei, que le Lesotho a refusé de reconnaître.

Le ministre a affirmé que son pays transformé en « État de première ligne » fera face jusqu'au bout à ses responsabilités devant les peuples africains.

Maroc

Grèves dans les lycées et universités

Les étudiants et lycéens marocains ont été mis en vacances hier mardi, 24 heures avant la date prévue, en raison d'importantes grèves déclenchées dans de nombreux collèges et lycées du pays.

Ces luttes, commencées il y a deux semaines déjà portent sur les modalités d'examen et la pénurie de professeurs, mais aussi sur la question des étudiants et des lycéens toujours détenus depuis la répression des luttes étudiantes, il y a deux ans.

Devant l'ampleur de ces manifestations, la police est intervenue brutalement pour faire évacuer certains lycées et de nombreuses arrestations ont eu lieu. On est toujours sans nouvelle de plusieurs lycéens arrêtés et gardés à vue depuis près d'une semaine.

nouvelles intérieures

Mouvement pour l'Indépendance et la Liberté

UNE SITUATION POLITIQUE CLARIFIÉE

Nous avons reçu du Comité national du MIL la mise au point suivante que clarifie la situation politique au sein de cette organisation.

Elle figure également en bonne place dans le No 14 de «Combat pour l'indépendance» qui vient de paraître et dont le sommaire présente notamment les titres suivants : «Editorial : Non à la venue de Brejnev !» — «Réunion : une seule solution, l'indépendance» — «Europe de l'Est : le pillage continue» — «Défense civile : Où en est-on en France ?» — «Liban : la tendance est à l'unité du tiers mon-

de» — «Zimbabwe : les combattants de la liberté remporteront la victoire» — «USA : il faut sauver Gary Tyler» — «Espagne : et maintenant ?» — «URSS, la riposte des peuples».

Le Comité National du MIL rappelle également que ses permanences ont lieu tous les samedis après-midi à son seul local : 88 rue Rébeval Paris (19e) auquel tout courrier doit également être adressé.

CCP : N. Callegari 33-752-39 La Source.

MISE AU POINT

l'orientation de son combat.

En violation du programme du MIL et de son fonctionnement démocratique, en opposition avec les positions majoritaires de son Comité national et de ses comités de base, une ligne foncièrement erronée s'est développée publiquement au nom du MIL, notamment dans un certain nombre d'articles de sa presse.

Elle visait à nier la nature anti-impérialiste de notre mouvement en prenant pour cible quasiment exclusivement le social-impérialisme russe et son principal agent en France, le PCF ; cette ligne conduisait à nier le rôle de force motrice du tiers monde dans le grand combat contre l'impérialisme et notamment les deux superpuissances qui en constituent aujourd'hui les deux piliers centraux.

Elle conduisait à «blanchir» l'impérialisme français qui, pour être aujourd'hui un ennemi secondaire au plan mondial, n'en a pas pour autant changé de nature et continue d'opprimer les peuples du tiers monde par le biais du colonialisme et du néo-colonialisme.

Elle conduisait à soutenir ouvertement la bourgeoisie impérialiste française et son armée en entretenant l'illusion sur sa volonté et sa capacité de défendre l'indépendance nationale de notre peuple, menacé d'une nouvelle guerre mondiale par la rivalité accrue des deux superpuissances et notamment le chantage militaire de la plus agressive d'entre elles, l'URSS sociale-impérialiste.

Elle aboutissait à faire du MIL une secte dogmati-

que et intellectualiste, totalement coupée des masses.

Aujourd'hui, la situation dans notre mouvement s'est clarifiée. Les tenants de cette ligne chauvine et défaitiste, en fait tout à fait minoritaires dans nos rangs, se sont démasqués en refusant de se soumettre aux décisions majoritaires du Comité national, en se lançant dans une aventure ouvertement scissionniste. Leur tentative fera long feu et le MIL va reprendre son combat anti-impérialiste de façon résolument offensive et sur des bases politiques justes :

— Lutte contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le sionisme, le racisme et particulièrement contre l'hégémonie des deux superpuissances, facteurs de guerre ;

— Lutte contre les pressions, les ingérences, la menace de guerre des deux superpuissances contre notre propre peuple et soutien résolu aux autres peuples du monde, du tiers monde notamment, dans leur lutte contre l'impérialisme et l'hégémonie.

Nous appelons tous nos adhérents, tous les sympathisants de notre mouvement, tous les lecteurs de notre presse, à soutenir cet effort qui doit marquer une nouvelle étape dans l'essor de notre mouvement pour mener à bien l'ensemble de nos tâches anti-impérialistes en particulier notre tâche centrale de lutte contre les deux superpuissances, aux côtés de tous les peuples du monde.

Le Comité national du MIL

Après Giscard et ses gros sabots

LES SIRENES REVISIONNISTES

(Suite de la p. 1)

«Notre centrale précise que le groupe n'est pas en si mauvaise position qu'il veut bien le dire puisqu'il vient d'investir dans d'autres pays, en Allemagne notamment».

Et M. Vicini de conclure par cette phrase savoureuse et qui se passe de commentaire : «Nous refusons toute forme de licenciement et nous réclamons pour les ouvriers atteints par cette suppression d'emploi une compensation intégrale à 100 %».

Quant aux chefs CFDT, on leur doit de la bouche du nommé Falsetti, une distinction non moins savoureuse : «Notre souci n'est pas de faire réagir les travailleurs contre le patronat mais surtout contre l'Etat qui finance la sidérurgie depuis 10 ans...».

S'agissant de l'emploi de milliers de travailleurs, tout cela prend l'allure d'une farce que ces derniers n'avaleront pas si facilement.

Farce aux relents de cirque électoral et parlementaire

re comme le confirment les responsables mosellans du PC qui vont «saisir Edgar Faure, président de l'Assemblée Nationale, afin d'exiger l'inscription immédiate du projet de nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer».

Pour les mêmes responsables : «la décision des patrons de vouloir si rapidement liquider la sidérurgie lorraine (voilà : ils vont trop vite NDRL) n'a pas été prise à Paris, mais bien à Bruxelles ou à Bonn, au sein d'Eurofer, trust dominé par l'Allemagne de l'Ouest».

Bref, encore un coup des Allemands.

Bien sûr pour ces messieurs qui ont tellement soif de le gérer, le système capitaliste français n'est même pas en cause.

On voit quel genre de «plan d'action commun» ces gens-là préparent !

Les travailleurs n'ont rien à en attendre et c'est à la lutte qu'ils doivent se préparer, à rejeter et combattre tous les plans bourgeois, plan Barre ou Programme Commun.



GISCARD CONSPUE A CHAMALIÈRES

Plus de 1 000 travailleurs ont manifesté mardi dans les rues de Chamalières, fief personnel de Giscard d'Estaing, pour l'accueillir à leur manière.

De forts détachements de police en tenue de combat s'étaient massés aux alentours de la mairie où paraissait Giscard afin d'en interdire l'accès aux manifestants.

Ces derniers protestaient notamment contre «les pro-

messes toujours renouvelées et jamais tenues» sur le développement de la région du Massif central. Un ménage auvergnat dispose en effet de ressources inférieures de 14 % à la moyenne nationale et de 37 % par rapport à la moyenne de la région parisienne.

Ce n'est pas la nouvelle piscine olympique inaugurée en grande pompe par Giscard qui calmera la légitime colère des travailleurs de Chamalières.

Depuis le congrès d'unification du MIL et du CILA, en février 1976, une lutte de ligne intense a traversé notre

mouvement, portant sur des éléments fondamentaux de la définition de sa nature anti-impérialiste et de masse et

L'affaire du Boeing d'Ajaccio

Un corse condamné à un an de prison

Il ne se passe désormais pratiquement plus un seul jour sans que l'on ait à faire état d'inculpations et de condamnations par les tribunaux de la bourgeoise.

C'est ainsi que mercredi, la 2e chambre correctionnelle de Lyon a condamné à une peine d'un an d'emprisonnement Roch Capretti tandis que 21 autres de ses camarades ont été condamnés à des peines s'échelonnant de 8 jours à 8 mois de prison avec sursis. Ces condamnations font suite à une manifestation qui s'était déroulée à Ajaccio et qui avait été suivie de la destruction d'un Boeing sur la piste de l'aéroport. La police, en vertu de la loi anticasseurs, avait pris au hasard des manifestants.

Ces condamnations ne vont pas manquer de susciter la colère de la population corse à l'égard de laquelle le pouvoir ne connaît qu'une réponse : la répression.

L'AMIRAL RALLIE LA «GAUCHE»

«Ca y est, c'est maintenant officiel : l'ex-amiral Sanguinetti rejoint «l'Union de la gauche».

Dans une interview que publie le journal «Var-matin-république», il fait état de son accord pour figurer sur la liste de «gauche» lors des prochaines élections municipales. «Si l'on veut que quelque chose change en France, il faut voter à gauche et je ne refuse pas d'entrer dans une liste d'Union de la gauche» déclare-t-il. Et il ajoute : «Si l'on ne veut pas que l'on piétine les petites classes, il faut voter à gauche».

Ce souci des «petites classes» ne l'avait guère obsédé tout au long de ces dernières années, lui qui fut un des plus hauts cadres de l'armée bourgeoise au cours de la 5e République.

Il répond ainsi positivement aux appels du pied répétés que lui ont fait ces

derniers mois les dirigeants du PCF, mettant en application leur politique baptisée «Union du peuple de France».

Ce ralliement qui intervient après celui de plusieurs ministres de De Gaulle et Pompidou est une nouvelle démonstration du fait qu'une fraction non négligeable des piliers de la 5e République est désormais convaincue que seuls les partis bourgeois de gauche sont en mesure de faire face à la crise capitaliste, de s'opposer efficacement à la montée du mouvement populaire. Dans son interview, Sanguinetti s'exclame : «On est parvenu à une telle faillite économique, sociale et politique... les Français sont dressés les uns contre les autres... Ça suffit». Ce qui en clair signifie que pour lui la «gauche» est seule à pouvoir essayer de museler les travailleurs au nom de «l'intérêt national».



En raison des fêtes de fin d'années, l'Humanité Rouge daté du samedi 25 décembre ne paraîtra pas.



Les travailleurs du nucléaire en lutte défendent aussi les intérêts de la population

Actuellement les travailleurs du Commissariat à l'énergie atomique des centres de la Hague près de Cherbourg et de Marcoule tirent le bilan de la grève qu'ils ont menée pendant plus de 80 jours pour les premiers, depuis plus d'un mois pour les travailleurs de Marcoule.

La presse bourgeoise, la télévision n'ont pour ainsi dire donné aucune information sur la lutte que mènent les travailleurs.

POURQUOI CETTE LUTTE ?

Les travailleurs du CEA doivent faire face à un plan de démantèlement car le nucléaire est devenu pour les monopoles capitalistes une source de profits importants.

Les monopoles privés utilisent l'appareil d'Etat à leur service pour transférer à eux-mêmes les parties dites rentables du CEA c'est-à-dire depuis les mines d'uranium, jusqu'aux usines de retraitement du combustible sortant des centrales nucléaires EDF.

Les travailleurs du nucléaire et particulièrement ceux de la Hague et de Marcoule où se trouvent les usines de retraitement, connaissent parfaitement les dangers pour les travailleurs et pour la population que représente une telle industrie si elle est appelée à avoir un développement accéléré comme le prévoit le plan du gouvernement au niveau des constructions des centrales nucléaires.

Ausis face à cette situation que l'on veut leur imposer, les travailleurs refusent d'être transférés vers des sociétés où les monopoles négligeront : la protection des travailleurs et la

AFFICHEZ L'H.R.



protection des populations pour un accroissement de la rentabilité et du taux de profit.

Or, les risques importants liés à cette industrie se situent à plusieurs niveaux : risques pour les travailleurs, risques pour la population, risques à très longue portée dans les temps mais aussi à court terme.

Donc les travailleurs, face à cette situation, sont entrés en action et pris les moyens les plus variés :

— grève avec occupation de leur usine

— grève totale ou partielle mais toujours en bloquant la production.

Pour la popularisation, ils ont utilisé des moyens suivants :

— manifestation en tenue de travail

— réunions publiques où ils projettent leur film « Condamnés à réussir » qui montre leurs conditions de travail

— organisation pendant deux jours des Assises du nucléaire où plusieurs milliers de personnes ont pu s'informer de leur grève et des problèmes du nucléaire.

Le soutien financier a été organisé au niveau des travailleurs du nucléaire dans toute la France et au niveau

des populations au cours des projections de leur film, mais également sur les marchés, dans les autres usines, en intervenant, avec des tracts, des panneaux expliquant leur lutte et les problèmes liés à l'industrie nucléaire.

Cette lutte aura permis aux travailleurs :

— de déterminer rapidement leurs amis et leurs ennemis car le PCF n'a, à aucun moment, soutenu leur lutte

— de démasquer le courant défaitiste représenté au sein de la CGT par le PCF, à la Hague en pleine lutte la section CGT a éclaté, cette fraction de la CGT a tout fait pour dénaturer la grève, pour gêner son développement, pour éviter sa popularisation, allant jusqu'à dire que de toute façon cette grève était inutile car il faudrait attendre 78 pour voir les revendications des travailleurs satisfaites ce qui revient à dire « Laissez-vous exploiter, plus tard, nous verrons »

— cette lutte aura également permis de montrer le rôle du PS, qui soutient en paroles mais soutien qui se traduit par rien de concret.

— cette grève montre le rôle important des femmes de grévistes, unies pour

l'organisation d'un soutien actif.

Actuellement les travailleurs de la Hague doivent faire face à la répression, à l'intimidation, l'administration du CEA a donné 50 blâmes et 6 passages en conseil de discipline à des travailleurs.

La lutte des travailleurs de la Hague et de Marcoule est fondamentalement juste.

Ils luttent pour la sécurité des travailleurs, pour la sécurité des populations, pour la sécurité des installations nucléaires.

Ils luttent contre la dégradation de leurs conditions de travail et de production.

Le capitalisme, c'est le profit pour quelques-uns par l'exploitation du plus grand nombre.

C'est la logique même du système qui s'oppose à ce que l'utilisation du nucléaire se fasse en toute sécurité pour l'homme. La seule solution, c'est l'abolition de cette exploitation, c'est la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat. Car, seule, la classe ouvrière au pouvoir pourra trancher ce problème et politiquement et techniquement dans le sens de ses intérêts et celui de l'humanité entière.

Remous dans le groupe CGE à Grenoble

NEYRPIC occupe 2 500 personnes, ouvriers, employés, techniciens et ingénieurs. Le mois dernier, c'était encore une division de Alstom. De sombres tractations entre ce groupe et Creusot-Loire à propos de la fabrication de matériels nucléaires ont abouti à l'éclatement de Neyrpic.

1 700 travailleurs passent à Creusot-Loire, les autres restent à Alstom... et tous sont inquiets de leur avenir, surtout ceux qui restent à Alstom : un déménagement est prévu à la Croix-Rouge à Saint-Martin D'heres (banlieue de Grenoble) et il est question de constituer de petites unités de 30 à 40 personnes. Les travailleurs savent bien que l'une des tactiques employées par les patrons pour se débarrasser d'eux consiste justement à les éparpiller en petites unités, qu'on liquide ensuite en douce les unes après les autres...

L'INSTITUT INTERNATIONAL D'INFORMATIQUE

Entreprise du groupe GSI (filiale informatique de la CGE), occupe 120 personnes à Echirrolles (banlieue de Grenoble), avec un fort pourcentage d'ingénieurs et techniciens. Les « pupitreurs » (ce sont ceux qui font fonctionner les ordinateurs) occupent une place à part : ce sont des jeunes qui travaillent en 3/8 et sont

embauchés (sans qualification) avec un salaire base 40 h qui dépasse à peine le SMIC.

Un mouvement parti des pupitreurs a eu lieu dans la semaine du 13 au 17 décembre. L'ensemble du personnel réclamait des augmentations collectives, garantissant le pouvoir d'achat et séparées des promotions, une salaire d'embauche à 2 000 F base 40 H.

Les pupitreurs réclamaient en plus des salaires égaux à qualification égale et une revalorisation de la prime du samedi après-midi.

Ces revendications ont été appuyées par un mouvement de grève largement suivi lundi 13 après-midi et mardi matin 14/12. Mardi après-midi et mercredi matin 15/12 ce sont les grèves de l'EDF qui se sont chargées d'interrompre l'activité des ordinateurs. L'ordinateur a même été occupé quelques heures lundi après-midi (les occupants étaient massés devant les postes de commande et gênaient l'activité des non-grévistes).

La direction a dû céder sur le principe d'augmentations collectives trimestrielles en 1977, ainsi que sur un relèvement important du salaire des pupitreurs à l'embauche et au cours de la première année.

L'activité n'est en fait devenue à peu près normale que le vendredi 17/12 après-midi.

Correspondant HR

Aux ascenseurs Soretex (Aubervilliers)

OCCUPATION DES LOCAUX

Les travailleurs de chez Soretex sont en grève depuis le 9 décembre. Suite à une négociation sans résultat (le 16), le patron essaie de briser la grève en faisant venir de province des dépanneurs pour remplacer les grévistes (Soretex-Aubervilliers effectue les réparations d'ascenseurs).

Les travailleurs ripostent par l'occupation des locaux, avec le soutien des employés.

Pour les ouvriers, c'est la première occupation. Ils ont en tête celle de leurs camarades de Soretex-Angers, il y a un an, où la direction avait été séquestrée.

Le moral est bon : la grève est reconduite tous les jours en assemblée générale, personne n'a voté pour la reprise.

Les travailleurs s'organisent, avec des commissions de volontaires pour prendre

en main les différents tâches : liaison avec les autres boîtes, collectes, popularisation, animation, repas.

9 000 F ont été recueillis lors des collectes, et de plus, les employés et la maîtrise vont verser une part de leur salaire pour soutenir la grève.

Le 21, la direction a demandé aux grévistes de libérer le 4e étage où se trouvent les dossiers, ce qu'ils ont refusé bien entendu.

Ils n'ont pas l'intention d'évacuer les locaux avant d'avoir obtenu satisfaction. Ils réclament une amélioration des conditions de travail (être 2 pour les dépannages, une voiture pour chaque équipe, etc), ainsi que d'autres revendications dont : paiement des jours de grève, 300 F pour tous par mois, la 5e semaine, les 40 h sans perte de salaire, etc.



Les grévistes organisent l'occupation...

La lutte est menée par une centaine de travailleurs avec leurs sections CGT et

CFDT. Pour les soutenir, écrivez à Soretex (pour les grévistes), 69, rue de la

Goutte d'Or, 93 Aubervilliers. Tel : 833-62-43.

Correspondant HR



Le mouvement de solidarité autour de Naussac s'élargit en Lozère

Vendredi 10 décembre, une réunion d'information organisée par le Comité de Défense a eu lieu à Saint Chély d'Apcher, une petite ville de Lozère qui regroupe une population importante pour le département, et ouvrière.

Une cinquantaine de personnes y ont participé et un débat très intéressant s'est engagé. Il faut noter la participation de paysans du secteur, de représentants de la FDSEA, du CDJA et de la CFDT.

Des explications ont été données sur la lutte des paysans de Naussac, sur les objectifs qui sont principalement : empêcher la réalisation du projet de barrage, garder la terre aux paysans qui la travaillent, vivre et travailler au pays, et non dans l'immédiat lutter pour des indemnités, ce qui reviendrait à accepter le barrage.

Plusieurs interventions ont également insisté sur l'importance de cette lutte pour la Lozère que l'on pille de toutes ses richesses en hommes (exode massif), en matières premières (bois, viande), que l'on veut transformer en désert pour riches touristes, et sur le fait

que Naussac n'est qu'une étape, avec le Parc national des Cévennes, le Parc du Gévaudan...

Face à la gravité du problème, c'est l'ensemble de la population du département qui doit se mobiliser pour empêcher le projet de barrage.

Sous la pression de la base, les dirigeants de la FDSEA ont «changé» d'opinion et se déclarent prêts à soutenir dans les faits même les actions illégales. Le CDJA a également affirmé son soutien à toutes les actions qui pourraient être menées.

A la fin de la réunion, des propositions de soutien concrètes ont été discutées et sont apparues nécessaires aux participants :

- popularisation de la lutte : création d'un Comité Naussac dans le but de développer la solidarité entre les ouvriers de Saint Chély et les paysans

- soutien aux inculpés par des manifestations, meetings, inculpations collectives

- soutien financier et juridique

- soutien matériel aux familles paysannes en lutte.

Correspondant HR.

Chantiers de l'Atlantique-Alsthom (St-Nazaire)

Une grève trahie

Voici le récit de la fin d'une grève trahie qui fera date à Saint-Nazaire.

Mercredi, nous distribuons un tract, juste avant l'assemblée générale, réduite à 1 500 ouvriers environ. La veille, un meeting syndical qui en a réuni autant n'avait entendu que des interventions en faveur du durcissement de l'action. Ce matin pourtant, l'orateur déçoit l'assistance : «La seule chose qu'on entend dans ces meetings, c'est "camarade"» dit un ouvrier désabusé. Le meeting s'éclaircit rapidement. Finalement, on invite ceux qui restent à se disperser pour distribuer un tract aux portes des entreprises appelant à la rituelle manifestation d'enterrement du

lendemain.

Fort à propos, notre tract dénonce l'absence de démocratie syndicale lors de la décision d'évacuer le pétrolier.

Enfin seuls, entre quatre murs, les bonzes vont consommer leur trahison. Ils décident l'évacuation complète des ex-Chantiers. Les gars du dernier piquet, à la grille, se retirent furieux. Le vent glacial soulève les paquets de tract du PCF qui, par centaines, jonchent le sol. Ils appellent les travailleurs à un rassemblement à Nantes pour célébrer leur 4 000^e adhérent. Paul Lau-

rent (secrétaire du PCF) est venu tout à l'heure exprimer son soutien — baiser de Judas — devant une quarantaine de travailleurs. Peut-être même a-t-il donné ses directives, l'hypothèse n'est pas à rejeter : il y a des coïncidences troublantes.

Le jeudi 16, 5 000 travailleurs manifestent. A 15 h 30, c'est la reprise. Un meeting a lieu aussitôt après. L'historique de la lutte, objectif, on s'en doute, est écouté distraitemment. On attend la délégation du CE, reçue par la direction. La voici. «Camarades, la direction déclare qu'elle reste sur ses positions du 2 décembre». L'orateur se fait huer.

patrons et gouvernement «contre les conséquences qui résulteraient de nouvelles manœuvres patronales, visant à échapper à la discussion des vrais problèmes».

Il est clair que pour ces messieurs, les «vrais problèmes» ne sont pas ceux des travailleurs : «Comment s'organiser pour faire rendre gorge au patron, défendre notre niveau de vie et notre emploi ! Pour eux, le problème est d'obtenir des négociations où l'on développe poliment une polémique entre gestionnaires du capital et apprentis gestionnaires.

Cependant, l'âge d'or de la collaboration de classe prend fin. La direction ne feint même plus de prendre au sérieux ces techniciens de la négociation. Les miettes qu'elle leur jette pour leur conserver leur image de marque, (en décembre 1975 le pont payé en fin d'année, qui avait été rejeté avec mépris par 75 % des ouvriers CGT, mais accepté par les ETDA-CGT...) ; enfoncés jusqu'au cou dans la crise, les capitalistes veulent en sortir en écrasant la classe ouvrière à coups de matraque.

Quant à nous, nous ferons tout notre possible pour ouvrir les yeux des travailleurs, pour qu'ils sachent où, quand, et comment porter leurs coups... et contre qui.



Des bonzes sont pris à partie.

L'Humanité blanche du 17 décembre cite Séguy : «Il est clair que nos camarades s'évertuent à conduire cette lutte d'une façon responsable sans laisser à la direction la moindre possibilité de faux prétextes, de faux fuyants».

La Fédération des métaux CGT met en garde

Dans une clinique privée de Montpellier

Première lutte, première victoire des infirmières

Dans une clinique privée de Montpellier, le patron, ex-député du PS, ne tolère pas de syndicat. Il a même licencié une employée qui a eu la simple curiosité de vouloir consulter la convention collective.

Il n'y a aucune tradition de lutte chez nous.

Mais le personnel est de plus en plus conscient qu'il ne travaille pas pour le service des malades, mais pour les profits du patron.

Aussi, nous commençons à organiser la lutte.

Voici les faits, tels que les rapporte une infirmière, lectrice de notre journal.

Sur trente infirmières, qui constituent l'effectif, 7 sont parties et ont été remplacées depuis avril dernier.

C'est maintenant en fin d'année, que le patron nous fait passer la visite médicale d'embauche. C'est déjà une honte et cela prouve combien il s'intéresse à notre propre santé ! Ce qui est plus grave encore, c'est qu'il nous fait passer cette visite pendant nos jours de repos.

Après une entrevue de nous toutes avec le directeur, celui-ci nous accorde une heure de salaire supplémentaire à la fin du mois, la visite étant maintenue pendant notre temps de repos. Personne n'est satisfait.

Nous prenons alors rendez-vous avec le patron. En effet, nous désirons être payées une 1/2 journée car nous passons beaucoup plus d'une heure à nous déplacer trouver le lieu, attendre. En plus, il s'agit d'un jour de repos, où nous ne devons pas encore avoir de pré-occupations de travail.

Le patron fait alors descendre l'une de nous dans son bureau, pour régler le problème individuellement. L'infirmière insiste, pour qu'il nous donne sa réponse un jour où nous puissions être toutes dans son bureau. Nous voulons lui montrer que nous ne nous laisserons pas faire. Le patron accepte sur

le moment.

Mais entre temps, il fait agir son sous-directeur. Celui-ci nous contacte toutes individuellement. Nous avons toutes la même position quant à nos revendications.

Juste avant la rencontre prévue avec le patron, le sous-directeur nous annonce que la 1/2 journée de salaire est accordée, et qu'il est inutile d'aller au rendez-vous fixé par le patron.

BILAN DE L'ACTION

— C'est une première victoire. En effet, nous avons obtenu ce que nous désirions. Désormais, les visites médicales d'embauche se passeront avant l'embauche, et les visites médicales annuelles obligatoires, sur le temps de travail.

— Nous avons gagné parce que nous étions unies et déterminées face au patron.

— A tout moment, le patron a cherché à nous diviser. Il a fait descendre une seule d'entre nous dans son bureau. Il a fait agir le

sous-directeur qui nous a contactées individuellement.

— Face à ces manœuvres, la solidarité entre le personnel a payé. Le patron a eu peur et a cédé.

— Cependant, nous devons continuer à rester vigilantes vis-à-vis des manœuvres patronales de division :

en effet, ce même problème de visite médicale d'embauche passée sur le temps de repos, s'est aussi posé pour le personnel de salle. Elles n'auront droit à rien. «C'est un problème différent» a décrété le patron.

Aussi, nous devons encore nous lier à elles, discuter, expliquer et montrer que nous les soutenons pour aboutir au même résultat que nous. Nos revendications et nos luttes doivent forger l'unité de tout le personnel, et non pas seulement par catégorie. Il nous faut rompre la division organisée par le patron. Nous avons d'autres revendications à poser.

La lutte continue. Ce n'est qu'une première victoire.

Une lectrice.

La belle Jardinière

Poursuite de la grève après confirmation des licenciements

Les travailleurs de la «Belle Jardinière» ont décidé de poursuivre la grève avec occupation après la confirmation par la direction des 63 licenciements.

Une assemblée générale doit décider jeudi de la suite à donner au mouvement alors que l'arrêté d'expulsion des grévistes occupant le magasin, décidé par le tribunal des référés, prenait effet dès mercredi soir.

Les dernières négociations ont vu la direction maintenir que les «licenciements étaient dus aux mau-

vais résultats économiques» alors que les directions syndicales lui reprochent amèrement «son absence de stratégie commerciale qui ne pouvait qu'amener à la situation actuelle». On peut faire confiance à ces messieurs pour appliquer, s'ils parvenaient au pouvoir, une «stratégie commerciale» plus agressive quoique tout aussi capitaliste ! Une stratégie qui n'hésiterait pas non plus à «dégraissier les effectifs» de l'entreprise pour la rendre plus rentable.



Centre universitaire de cure de St-Hilaire du Touvet

LES ETUDIANTS HANDICAPES REFUSENT LA SUPPRESSION DES COURS

La restriction des crédits universitaires fait partie des «économies» budgétaires dont l'Etat capitaliste veut donner «l'exemple» dans le cadre du plan Barre. Comme par hasard, elle frappe tout particulièrement les facultés «mauvaises» (celles qui ont fait grève) ou «non rentables». A Grenoble, les universités de langues et lettres (université III) et des sciences sociales (université II) perdent 60% des «heures complémentaires» données par des enseignants vacataires dont un certain nombre vont donc être licenciés. Cette mesure a de graves conséquences pour les étudiants handicapés de la région.

A Saint-Hilaire du Touvet, à 30 km de Grenoble environ, les anciens sanatoriums ont été peu à peu transformés en centres de réadaptation et de rééducation pour handicapés physiques. Parmi eux, le Centre universitaire de cure (CUC) réservé aux étudiants malades. Quand on est étudiant, le moins qu'on puisse attendre, c'est de pouvoir suivre effectivement des cours, cela paraît d'une logique à toute épreuve. Eh bien, non! Saunier-Seité, ministre de l'Enseignement, en a décidé autrement.

Jusqu'à cette année les cours étaient assurés par des vacataires. Pensez donc! Les mandarins des facultés avec leurs copieuses feuilles de paye et bien souvent leur carte au PCF ou au PS ont bien mieux à faire que de s'occuper d'handicapés. La suppression des heures complémentaires des vacataires a entraîné pour les étudiants handicapés du CUC la suppression totale des cours de sciences économiques, droit, sciences politiques, langues, ... seul l'enseignement scientifique continue à être assuré. Ceux qui sont inscrits dans ces matières et qui voudraient suivre leurs cours sont obligés de faire chaque jour 60 km de trajet pour aller à Grenoble (2 heures de trajet!). En haut lieu on félicite sans doute Saunier-Seité pour cette riche idée : supprimer la perte d'argent que constituaient ces cours spéciaux pour handicapés.

Les handicapés sont résolus à défendre leurs droits

Seulement voilà, les handicapés ne sont pas des espèces «d'enfants» comme on voudrait le faire croire pour susciter l'«attendrissement» et la «compassion» chaque fois qu'il s'agit de prélever sous forme de collectes un nouvel impôt «à leur profit». Ce sont des hommes, et comme leurs

La direction de «gauche» se démasque

Le médecin-directeur du centre, par ailleurs membre du PS demande à voir le tract avant sa diffusion, pour le faire passer bien entendu à la censure. Les malades passent outre et le distribuent sans son accord. Moins de deux heures plus tard il convoque deux pensionnaires, les accusent de manque de «courtoisie», les

Monsieur,

L'absence actuelle, propre au C.U.C., de Règlement Intérieur des Malades, n'autorise pas qui que ce soit à sortir des limites de la courtoisie.

Il est normal que je sois avisé "pour information" de la diffusion d'un tract. Je considère votre attitude du 23-11-76 profondément blessante à mon égard.

Je ne vous cache pas que je mettrai fin à votre séjour au Centre en cas de récidive dans cette attitude négative.

Veuillez accepter, Monsieur, Monsieur, mes salutations.

Docteur BARTHIS
Médecin-Praticien

Derrière l'appel à la «participation» apparaît le visage du «patron de gauche».

camarades étudiants au printemps dernier, ils ne sont pas du tout décidés à se laisser intimider et mettre au pas.

Très vite ils organisent la riposte, l'information, envoient une délégation auprès du président de l'université 2 et tirent un tract. C'est à partir de ce moment-là qu'ils vont se trouver confrontés à la direction du centre.

incite à la délation («Qui a distribué le tract»? «Qui l'a tiré»? En fin il a recours aux menaces : s'il y a récidive ce sera l'expulsion du CUC! Car cette distribution a rompu l'ambiance familiale du centre. Comme le note un pensionnaire : «Il faut entendre par là un père veillant sur ses enfants : les travailleurs et surtout les pensionnaires sont soumis

au bon vouloir de «papa». Bref, du plus beau paternalisme!

Les handicapés ne céderont pas à la répression

Pour cet éminent socialiste, les malades n'ont que le droit de la fermer, et de respecter la hiérarchie. Il profite de l'isolement dans lequel sont plongés dans notre société capitaliste les handicapés physiques et les malades en cure.

Si de nombreux pensionnaires et travailleurs se sont prononcés contre ces mesures réactionnaires, la section CGT, elle, a été beaucoup plus modérée. Ne pouvant quand même pas applaudir à cette répression elle ne fait rien pour y répondre vraiment. Un délégué CGT a même dit : «Il faut encadrer le mouvement ; surtout pas de portes cassées, ni de dégradations!» Bref les partisans du Programme commun que sont la CGT et le directeur de l'établissement jouent finalement un rôle complémentaire. Mais les étudiants du CUC, on peut en être assuré, ne se laisseront pas réprimer ainsi sans rien dire et continueront la lutte.

Correspondant HR Grenoble

informations générales

DES LIVRES A OFFRIR POUR LES FETES

Nous continuons aujourd'hui la publication d'une liste qui n'est pas, comme nous l'avons précisé exhaustivement. D'autres ouvrages sont à votre disposition dans les librairies :

- «Les Herbes Sauvages».
- «Forcé du livre»

Nous rappelons par ailleurs la signification des indices approximatifs accolés à chaque livre.

- (1) livre exprimant un point de vue marxiste-léniniste.
- (2) livre progressiste.
- (3) livre bourgeois mais contenant des informations intéressantes pour des lecteurs avertis.
- (4) livres ayant un caractère de document.

LIVRES POUR ENFANTS : petits livres chinois illustrés conçus d'un point de vue socialiste en ce qui concerne l'éducation des enfants.

Fleur de la mer 3,75 F — l'escarpement de l'aigle volant 3 F — Norman Béthune en Chine 1,65 F — Vagues furieuses sur le

Kingkiang 1,70 F — Nos petits gardes rouges 1,70 F — les deux petits paons 1,70 F.

AUTRES LIVRES, Ali et son copain (farandole) 6,50 F — Nicole au 15^e étage 6,50 F — Safia et le fleuve 6,50 F.

CHINE ET ALBANIE :

— E. Snow «la Chine en marche» (4) 42 F et «La longue révolution» (4) 38 F

— A. Smeldley «la longue marche» (4) 60 F (Mémoires du maréchal Chu Teh).

— Association des Amitiés Franco-Albanaises «Albanie : santé publique et médecine préventive» (2) 21 F.

— Han Su Yin : le 1^{er} jour du monde (2) (1945-1975) 50 F.

— S. Gordon et T. Allon «Docteur Liberté» (histoire du Dr Norman Béthune, de la guerre d'Espagne et de la Révolution chinoise) (4) 35,75 F.

LUTTE ANTI-IMPERIALISTE :

— Roger Pic : «Le Vietnam d'Ho Chi Minh» (2) 35 F

— André Mandouze : «La Révolution algérienne par les textes» (4) 45 F.

«Abd El-Krim et la République du Rif» (4) 80 F

«La Palestine en question» (4) 20, 60 F.

«Résumé illustré de l'histoire de la Palestine 6 F

— Israël Shahak : «Le racisme de l'Etat d'Israël» (2) 41 F

— CILA : «Démasquons le social-impérialisme» (1) 12 F

QUAND LA CGT FAVORISE L'ALCOOLISME

Suite à l'article paru sur l'alcoolisme dans le quotidien je vous apporte ci-joint la dernière page du numéro de novembre de la Tribune du Cheminot, organe de la Fédération Cheminote CGT.

Comme précision je vous signale que c'est la seule page de publicité de la revue, et elle vaut son pesant d'or révisionniste. Cette page se passe de commentaires sur le but recherché par les dirigeants syndicaux. Mais il faut noter qu'en plus de l'aliénation causée par l'alcoolisme, dans notre corporation cela peut avoir des conséquences très graves sur la sécurité du personnel, et celle des usagers. Un compagnon ivre dans un triage c'est la mort qui le guette à chaque instant ; un mécanicien en état d'ébriété peut causer une catastrophe.

En plus combien de dirigeants syndicaux montrent l'exemple et sont connus pour être de bons alcooliques (comme Sylvain à Renault).

Mais il ne faut pas se tromper de cible, en parlant de l'alcoolisme. Vis à vis des copains de boulot alcooliques que nous pouvons connaître, il faut user de persuasion et élever leur niveau idéologique pour qu'ils échappent à l'emprise de la bourgeoisie. Les contradictions que nous avons sont au sein du peuple et seule la

VENTE AUX CHEMINOTS

BONBONNE 15 litres «RIVESALTES»	VIN DES ROYAUTES - VIEILLE RESERVE
VENTE V.D.N. app. contrôlée 21°5	33 litres 100% V.P. 43 litres Rouge 12° 110 F
Prix : 167 F	Rouge 11° 178 F
Expédition port de T.T.C. Avec 800 litres par 20 h	Consignation P.U.T. : 85 F
Embouteillage et étiquettes offerts par le producteur	Consignation P.U.T. : 75 F
SEULES par groupes de 10 personnes	Expédition port de T.T.C. avec lion de transport 45 et 70 kg

ENVOI TARIFS SUR DEMANDE
C.C.P. 119-88 MONTPELLIER
V^o CANALS & FILS - VITICULTEUR - 86° respect

POUR VOUS CHEMINOTS

BONBONNE 30 litres VIEILLE RESERVE ROUGE 13° (VIEILLI EN FOURS CHÊNE)	BONBONNE 20 litres MUSCAT DE RIVESALTES 21°5 V.D.N. appellation contrôlée
144 F	222 F
Logé départ T.T.C. Expédition gratuite	Logé départ T.T.C. Expédition gratuite
Expéditions avec - BONS DE TRANSPORT -	

VINS DE TABLE 11° - 12° LIVRABLES EN PUTE
Tarif sur demande
LE VIEUX CELLIER VINS • 66 RIVESALTES

Une partie de la page de publicité éditée par la Fédération Cheminote CGT. Presque la moitié de cette page est consacrée à favoriser l'alcoolisme.

révolution socialiste les affranchira des tares du capitalisme.

Correspondant cheminot de Rennes.

Rappel de l'administration à propos de la présence du journal en kiosque

Dans le but d'alléger le travail de l'administration et de gagner en rapidité, nous vous communiquons la marche à suivre pour installer de nouveaux kiosques en province et en banlieue. Il faut :

— soit contacter le kiosquiste pour qu'il demande au dépositaire NMPP de la

ville de lui livrer le quotidien ;

— soit aller voir le dépositaire de la ville et lui demander de mettre le quotidien dans tel ou tel kiosque (pour connaître l'adresse du dépositaire, il suffit de demander à n'importe quel kiosquiste qui la connaît sûrement). Dans le cas où le dépositaire

n'est pas livré en Humanité Rouge, il faut nous écrire pour que nous l'installions.

Par ailleurs, nous rappelons que, comme les kiosquistes peuvent mettre fin à la présence du quotidien, il est bon de la contrôler de temps en temps, ainsi que le nombre d'exemplaires et de nous avertir de tout ce qui ne va pas.



culturel

Spécial jouets

Pour les enfants

UN CATALOGUE EDIFIANT

C'est Noël. Depuis déjà un mois, les vitrines des magasins proposent aux enfants de nombreux jouets.

Mais quels jouets ! Comme les autres années, d'un côté les filles, de l'autre les garçons. Aux premières sont réservées les joies de la cuisine, du ménage, de pouponner (les bébés «Gé-Gé» sont comme des vrais bébés, ils font pipi, ils pleurent, ils tétent). Aux seconds les jeux «virils» : autos, motos, carabines et pistolets.

On reconnaît bien là l'idéologie bourgeoise : les préoccupations des femmes ne doivent pas dépasser le cadre de la maison et de la famille. Les hommes se doivent d'avoir des occupations extérieures : travail et loisirs. C'est pourquoi on commence tout petit à leur apprendre à crier «allez les verts» (jeu «subbutéo» agréé par le Ministère de l'Éducation Nationale). De cet-

te façon on forme des futurs adolescents et adultes plus préoccupés par le match du dimanche après-midi que par les menaces de licenciements et le chômage existant.

Morale bien capitaliste aussi, celle du jeu «l'épopée du Far-West» où si l'on veut sauver l'or découvert et s'enrichir, il faut éliminer de nombreux «obstacles» (les hommes qui se mettent en travers de votre route). Il faut écraser les autres pour «réussir».

On n'hésite pas non plus à se servir de ce qui fait l'actualité : le pétrole. On apprend aux enfants la «tactique, la compétition, la stratégie pour gérer et exploiter les gisements pétroliers». («Pétrolis», c'est à dire que c'est à celui qui saura le mieux voler les pays producteurs de pétrole).

Dans un catalogue de jouets édité par un grand

magasin et distribué dans tous les grands ensembles on peut lire : «business», un jeu éducatif et passionnant sur l'économie nationale. Devenez PDG d'une grande entreprise». Et ceci s'adresse à des enfants de travailleurs, eux qui remplissent les classes de transition et les CET. Et pour quelques uns qui pourraient «réussir», l'idéal proposé est d'apprendre à devenir patron pour mieux exploiter ceux des milieux dont ils sont issus.

On apprend aussi aux «malchanceux» qu'ils doivent accepter leur situation : c'est le Destin (le jeu s'appelle «Destin» et on tourne la roue qui vous fait sortir un bon ou un mauvais numéro...)

Beaucoup de gens même bien intentionnés ne voient aucune signification idéologique ou politique dans les jouets qu'ils achètent à leurs enfants.

De plus, ces jouets coûtent très chers, davantage par la présentation que par le contenu d'ailleurs. Il faut voir la place perdue et gaspillée en capitonnage, alvéoles de plastique et rembourrage de toute sortes : coffrets luxueux mais presque vides quelquefois !

Enfin, il faut aussi parler la honteuse campagne publicitaire concernant les jouets à la télévision. D'un côté on tente les enfants par de soi-disantes merveilles qu'il faut à tout prix posséder pour être heureux, afin de bien les intégrer à la société de consommation, de l'autre, on essaie de culpabiliser les parents qui n'achèteraient pas suffisamment.

Cette opération ayant un double but : faire pénétrer l'idéologie bourgeoise dans le peuple - amasser des profits sur le dos des travailleurs.

Au rayon d'un grand magasin

UN VENDEUR NOUS ECRIT

On se bouscule en ce moment au «rayon jouets» des grands magasins. Tous les travailleurs se sentent tenus d'offrir aux enfants de leur entourage des jouets.

Ceci est dû à l'intense campagne faite autour de Noël. Après avoir servi de mystification religieuse, cette «fête» a comme principale fonction de faire acheter aux travailleurs un maximum de choses dans un temps limité, ceci pour le plus grand profit des patrons et des commerçants capitalistes.

Ce n'est pas la fête ni pour les vendeurs ni pour les vendeuses...

J'ai été embauché au rayon-jouets d'un grand magasin. Je voudrais, dans cette lettre, montrer quelles conséquences cette fête peut avoir pour les employés des grands magasins ainsi que pour les clients.

Pour les vendeurs et les vendeuses, particulièrement au rayon-jouets, les fêtes représentent des conditions de travail encore plus difficiles. Par exemple dans beaucoup de magasins, les employés doivent travailler 6 jours par semaine au lieu de 5.

Sollicités de tous côtés, ils ne peuvent pas renseigner les clients qui achètent n'importe quoi (jouets cassés, etc).

En moyenne, le grand magasin fait plus de 100 % de bénéfices. Par exemple : un jouet acheté à l'entreprise 100 F sera vendu 210 F. La plupart des vendeurs gagnent moins de 2 000 F par mois.

Epuisés par le bruit et la bousculade, les vendeurs ne peuvent pas renseigner tous les clients. Ceci explique que parfois les clients se fassent sèchement rembarrer. Le personnel embauché spécialement pour décembre se voit forcer de faire des «paquets-cadeaux» sans arrêt toute la journée.

D'autre part, les entreprises de jouets embauchent spécialement pour les fêtes des «démonstratrices». Les démonstratrices sont payées au pourcentage ce qui explique qu'elles cherchent à fourguer leur marchandise à tout prix.

... ni pour les consommateurs ni pour les clients

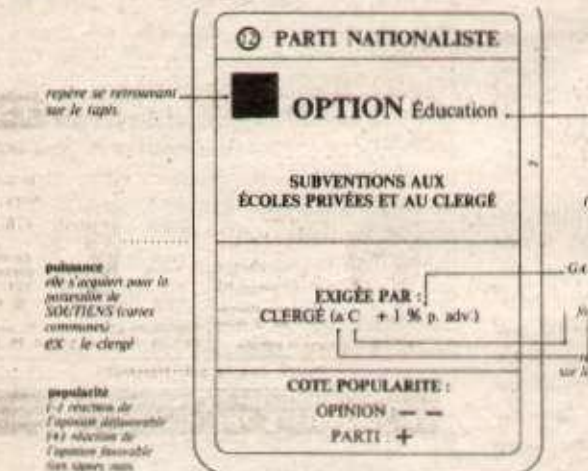
Pour les travailleurs, les courses de fin d'année sont une véritable corvée qui se passe dans l'énerverment et la cohue. Ceci pour le plus grand profit des patrons du magasin.

En effet, pressés d'en finir les travailleurs achèteront pratiquement n'importe quoi à n'importe quel prix et sans vérifier le contenu de ce qu'ils achètent (bien souvent des jouets cassés ou incomplets sont remis dans des boîtes et vendus comme si de rien n'était.)

révolutionnaire de masse nous permettra de détruire l'État bourgeois. Aussi dénonçons-nous cette propagande pour la violence réactionnaire et pour les préparatifs de guerre impérialiste qu'elle exalte.

Hymne aux élections ! Un nouveau jeu «Stratagème»

Ce jeu explique comment se hisser au pouvoir par tous les moyens. De la démagogie appelée popularité à la puissance, on va même jusqu'au recours au coup d'État ou au coup de force si la démagogie ne marche plus.



Stratagèmes et magouilles politiques visant tous à contourner le système des élections bourgeoises. Ici une carte du jeu.

Évidemment l'adversaire a d'autres cartes en main qui sont la grève générale ou le soulèvement de la population.

Tout ça, pour remettre en selle notre candidat (le peuple sert de masse de manœuvres aux politiciens bourgeois). Au bout du compte on aboutit au «retour à la normale» (reprise de la campagne électorale). Ainsi toutes les solutions sont envisagées sauf la révolution prolétarienne évidemment. Ceci au moment où les travailleurs prennent conscience qu'ils n'ont rien à attendre des élections.

A quand un jeu donnant comme éventualité l'opération des travailleurs de la Sica de Challans qui ont mis à sac le fichier électoral ?

ACTION JOE

La violence et la brutalité au service de l'impérialisme

Sur la couverture du catalogue ce slogan : «Des compagnons pour créer un monde d'aventures» (d'aventures impérialistes !).



Toute une panoplie d'uniformes de paras, de légionnaires, etc, les fleurons des armées impérialistes.

A l'intérieur du catalogue on trouve des mannequins et des panoplies ayant comme thème la guerre. Les habits et les armes sont nombreux et variés. De

«l'aventurier blond» à «l'agent secret» on trouve tous les personnages des romans policiers fascistes. Du côté des soldats le choix est grand.

Le légionnaire voisine avec le para en tenue de combat. Toutes les armées impérialistes et tous les tortionnaires figurent dans ce catalogue : le soldat rus-

se, américain et nazi (uniforme vert de gris plus croix de fer). On peut relever deux caractéristiques dans ces personnages : l'accent est mis sur le caractère impérialiste de l'armée : parachutistes, agents secrets, panoplies «opération spéciales» opération destinée à semer le trouble dans les zones que convoitent les impérialistes (on trouve des véhicules tous terrains, des canoës et des hélicoptères).

Gageons que par souci de réalisme, les chars russes figureront dans la panoplie de l'an prochain.

La reproduction d'armes (mitraillettes, bazookas, mitrailleuses très précises) c'est dire l'importance donnée au perfectionnement technique. Or le facteur déterminant dans la guerre ce n'est pas le matériel c'est l'homme, la mobilisation des masses pour une cause juste.

Des esprits bien pensants et humanistes de la bourgeoisie se sont indignés disant que ces jouets incitaient à la violence. Nous posons le problème différemment. Seule la violence

L'Humanité Rouge

L'Éthiopie deux ans après la Révolution

UN PEUPLE EN LUTTE CONTRE LE FEODALISME ET L'IMPERIALISME

Lorsque en 1974 éclate la crise politique dans le pays, l'Éthiopie est un pays semi-féodal. L'Empereur Haïlé Sélassié règne depuis 1934, il est l'héritier de la plus vieille dynastie du monde.

Au niveau économique, l'agriculture occupe 80 % de la population. Le nord du pays compte des petites et des moyennes exploitations mais l'immense majorité de la terre appartient à des seigneurs féodaux, qui possèdent parfois 30 000 hectares sur lesquels travaillent des paysans pauvres ayant pratiquement un statut d'esclaves.

L'industrie occupe environ 500 000 ouvriers. Elle est aux mains de l'impérialisme, essentiellement américain. L'Éthiopie se place à cette époque dans les tout derniers rangs mondiaux pour le revenu par habitant et l'acapement de ces quelques richesses par les seigneurs plongent le peuple dans une misère noire. En 1973, alors que les féodaux exportent par Djibouti des tonnes de céréales, une famine fait plus de 200 000 morts dans les provinces du Tigray et du Wollo.

Depuis des années déjà il y a des luttes qui sont menées contre ce régime féroce d'exploitation, mais elles sont souvent limitées aux villes, quand ce n'est pas aux universités et sont régulièrement noyées dans le sang.

Au début de 1974, cependant, plusieurs phénomènes vont se lier pour mettre fin au règne du « Roi des Rois » comme se faisait appeler H. Sélassié.

Un grand mouvement de révolte se développe de manière spontanée (il n'existe pas de partis politiques) dans les masses. La famine, les conditions d'existence et une brusque flambée des prix provoquent une volonté de lutte tant en ville que dans les campagnes où se produisent les premières occupations de terre.

Une nouvelle réforme de l'université met le feu aux poudres à l'université et provoque de grands mouvements étudiants. Le mécontentement gagne également la petite bourgeoisie (petits commerçants, chauffeurs de taxis, etc) que l'inflation touche de plein fouet.

Et enfin un certain nombre de mutineries se produisent dans les casernes, essentiellement, à cette époque, sur des revendications corporatistes et contre la bureaucratie et la corruption. Des comités de soldats sont créés et, en avril, suite à l'amplification du mouvement des militaires, est créé le Comité de coordination des forces armées (DERG).

La chute de Haïlé Sélassié

Le 12 septembre 1974, le Derg prend le pouvoir, soutenu par les masses, et arrête Haïlé Sélassié. La lutte à l'intérieur du Derg aboutit en novembre à l'élimination de l'aile droite et de l'ancien dirigeant Raman Adom (ex-officier des corps expéditionnaires éthiopiens en Corée et au Congo).

En novembre 1974, la situation se présente donc ainsi : l'ancienne classe dominante, composée des seigneurs féodaux et des bourgeois compradore a dû, devant l'importance du mouvement populaire, céder le pouvoir à la petite bourgeoisie et à la seule force organisée du pays : l'Armée.

L'appareil d'État reste cependant le même, au service des anciennes classes dirigeantes et bloque toutes les décisions prises par le Derg. Cette contradiction amène la petite bourgeoisie à prendre des mesures radicales et, en même temps, à s'appuyer sur les masses populaires.

En janvier 1975, le Derg élabore un programme politique et crée un front antiféodal et anti-impérialiste. Ce Front reçoit le soutien du Mouvement socialiste Pan-Éthiopien Meï'son, mouvement

qui se réclame du marxisme-léninisme et qui s'est constitué dans la clandestinité après les événements du début 1974.

Dès lors le processus engagé se précipite. En mars 1975, après un grand mouvement qui mène les étudiants à la campagne pour l'alphabétisation des masses paysannes et l'explication du Front antiféodal et anti-impérialiste, a lieu la réforme agraire. Cette réforme comprend la nationalisation sans indemnité de toutes les terres rurales.

La redistribution des terres est confiée à des comités de paysans dont sont membres tous les paysans de la région qui n'avaient pas de terre ou qui avaient moins de 10 hectares. Cette redistribution se fait sur la base de parcelles de 10 hectares maximum, celles-ci ne pouvant être ni vendues ni échangées afin d'empêcher la spéculation.

À cette époque le Meï'son pose le problème de l'armement et de la coordination des mouvements paysans. En effet, les féodaux organisent dès cette époque des milices armées pour résister à la réforme. Certaines armées féodales regroupent plus de 2 000 mercenaires. Il est donc nécessaire d'armer les paysans et de désarmer les féodaux.

La lutte de l'armée contre les féodaux s'est menée très vivement dans certaines provinces et, aujourd'hui, il existe encore des poches de résistance. Les premières



milices paysannes sont créées en 1975, elles regroupent environ 60 hommes armés par village. On estime à l'heure actuelle l'effectif de ces milices à 6 millions de personnes.

Au niveau des villes, les entreprises étrangères, les banques et les assurances ainsi que les résidences secondaires sont nationalisées, sans indemnités non plus.

Des comités de quartier sont créés, avec leurs milices, sur une base comparable à celle des comités paysans. Les nationalisations urbaines sont également l'objet d'une lutte très intense car beaucoup des anciens propriétaires se sont concentrés en ville et opposent une réaction ouverte.



Les milices populaires paysannes lors d'un meeting contre le féodalisme.

Le programme du RNDP

En avril 1975 paraît le Programme de la Révolution Nationale Démocratique Populaire. Il se réclame comme luttant contre l'impérialisme, le féodalisme, le capitalisme et la bureaucratie, renforce la démocratie et admet le principe du droit à l'autodétermination des différentes nationalités (Érythréens...). Il proclame la nécessité d'un parti de la classe ouvrière et d'un Front uni dirigé par ce parti et prévoit, pour l'avenir, la réunion d'une constituante.

Ce programme de RNDP fait office de charte officielle du gouvernement Éthiopien et, aussitôt, est créé un bureau civil chargé d'appliquer ce programme. Il se compose essentiellement d'intellectuels progressistes.

À cette série de profondes réformes se joint un changement complet du système monétaire, avec notamment émission de nouveaux billets de banque, ceci pour lutter de manière radicale contre la spéculation et la fuite des capitaux.

Il est évident que ces transformations radicales dans une société aussi arriérée qu'était la société Éthiopienne, ne sont pas sans poser de nombreux problèmes ni sans luttes car d'une part les anciens propriétaires et bourgeois se sont reconstitués en parti et opposent une violente réaction à tout ce qui va dans le sens d'un changement et d'autre part des groupes activistes entretiennent une certaine confusion en plaçant, pour les masses populaires, le Derg comme cible principale, oubliant de parler de la lutte contre le féodalisme et l'impérialisme.

À ce sujet, on peut citer deux extraits du dernier rapport politique de l'Union des Étudiants Éthiopiens en Europe, organisation qui apporte son soutien total au Meï'son et qui reconnaît en lui le Parti du Proletariat.

« La politique du Derg est déterminée non seulement par sa nature de classe petite-bourgeoise mais également par la lutte entre les différentes forces politiques qui le composent, par la place instable qu'il occupe, entre les masses popula-

res d'une part, et les ennemis de celles-ci d'autre part et enfin par le niveau de développement de la lutte du peuple d'Éthiopie... »

« ... À l'heure actuelle, la contradiction principale de la société Éthiopienne est celle qui oppose l'impérialisme et le féodalisme aux larges masses. La contradiction qui oppose le Derg et ces larges masses est une contradiction secondaire... »

C'est dans une situation politique assez tendue que se déroulent donc les cérémonies du deuxième anniversaire de la chute de l'ancien régime et là, malgré les mots d'ordre de boycott tant de la droite que de l'ultra-gauche, 300 000 Éthiopiens, essentiellement des ouvriers et des paysans manifestent leur soutien au Front dans la seule ville d'Addis-Abeba. On peut d'ailleurs noter qu'une partie de ces commémorations avaient été transformée en cérémonie d'hommage au Président Mao récemment disparu.

Cette preuve du soutien du peuple à la politique de Front Uni contre la féodalité et contre l'impérialisme a redonné de nouvelles forces au gouvernement Éthiopien et du même coup a isolé ses ennemis qui se sont lancés depuis, faute de soutien populaire, dans l'action terroriste. Ainsi, en deux mois, de nombreux attentats ont fait huit morts parmi les civils progressistes et les sympathisants du Meï'son dont un siègeait au bureau politique de la RNDP, et le siège d'une école de formation, école où sont envoyés des comités de paysans et de quartier pour y recevoir une éducation politique a été plastiquée et plusieurs milliers d'ouvrages de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao ont été détruits. Ces attentats ont pour but, en provoquant une répression de la part du Derg, d'isoler celui-ci des masses populaires et, de ce fait, d'affaiblir le Front Uni contre le féodalisme et l'impérialisme. On ne voit que trop à qui une telle manœuvre profiterait. Mais c'est là compter sans la volonté du peuple éthiopien de se dégager de ces deux fardeaux et de déterminer lui-même son avenir.

(*) Nous ne parlerons pas dans ces lignes de la lutte armée qui se déroule en Érythrée. Nous aurons l'occasion d'y revenir.